Département de Loire-Atlantique
Arrondissement de Châteaubriant
Commune de Notre-Dame-des-Landes

Extrait du registre des délibérations
SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 mai 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 23 mai, à dix-neuf heures et trente minutes, le conseil municipal de NOTRE-DAME-DES-LANDES, convoqué le 17 mai 2022, s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur Jean-Paul NAUD.

Nombre de conseillers en exercice : 18

Nombre de conseillers présents : 15

Nombre de conseillers représentés : 2

Etaient présents : Bernard AUBRAYE, Fanny BURBAN (à partir de 19H46), Pierre CHARRIER (à partir de 20H00), Jean-François COYARD, Marine GUILLOUX, Patrick MAILLARD, Ghyslaine MORTIER-DORIAN, Jean-Paul NAUD, Laurent PAPIN, Maurice PERRAIS, Dominique PERRAUD, Pauline POTEL (à partir de 19H36), Isabelle PROVOST, Marie-Annie RUIZ

Absents : Guillaume LE PERON

Patricia CORNET

Excusés :

Romain BUGEL

Nathalie MARAIS-CHARTIER

Pouvoir :

M. Romain BUGEL donne pouvoir à Pierre CHARRIER pour le représenter

Mme Nathalie MARAIS-CHARTIER donne pouvoir à Jean-Paul NAUD pour la représenter,

Secrétaire de séance : Marine GUILLOUX

Monsieur le Maire ouvre la séance à 19H30 et propose aux membres du Conseil Municipal d'adopter le compte rendu du conseil municipal du 25 avril 2022. Le compte-rendu de séance est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Ordre du jour :

1. Finances : demande de subvention pour la pose de panneaux lumineux sis route de Nantes et rue des Chênes, au titre de la répartition des amendes de police 2021.
2. Finances : passage anticipé au référentiel M57 au 1^{er} janvier 2023
3. Jury d'assises : tirage au sort des personnes susceptibles de siéger en qualité de juré
4. Ressources humaines : création et suppression de postes
5. Ressources humaines : instauration de l'indemnisation des comptes épargne temps non pris par les agents.
6. Enfance-jeunesse : approbation du rapport annuel de People and Baby
7. Relevé de décisions.
8. Informations diverses.

Finances : demande de subvention pour la pose de panneaux lumineux sis route de Nantes et rue des Chênes, au titre de la répartition des amendes de police 2021

M. le Maire expose :

Dans le cadre de l'amélioration de la communication communale, il vous est proposé l'implantation de panneaux lumineux permettant de faire de l'information ainsi que de la prévention de sécurité routière. Les deux points choisis, entrée de bourg route de Blain, et abords de l'école Marcel Pagnol, sont deux points où la mairie constate régulièrement des incivilités (excès de vitesse, stationnement gênant voire dangereux...)

Arrivée de Pauline POTEL à 19H36

Le plan de financement du projet est le suivant :

Commune de Notre-Dame-des-Landes			
installation de panneaux lumineux			
Plan de financement prévisionnel HT			
Désignation	Dépenses	Désignation	Recettes
Acquisition panneaux lumineux	15 706,00 €	amendes de police	5 000,00 €
		autofinancement	10 706,00 €
Total HT	15 706,00 €		15 706,00 €

Commune de Notre-Dame-des-Landes			
installation de panneaux lumineux			
Désignation	Dépenses	Désignation	Recettes
Acquisition panneaux lumineux	15 706,00 €	amendes de police	5 000,00 €
		FCTVA	2 576,41 €
		autofinancement	11 270,79 €
Total HT	15 706,00 €		
TVA	3 141,20 €		
Total TTC	18 847,20 €		18 847,20 €

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **APPROUVE** le lancement de l'opération d'acquisition de deux panneaux lumineux
- **ADOpte** le Plan de financement sus-présenté,
- **AUTORISE** M. le Maire à solliciter une subvention pour l'implantation de panneaux lumineux, au titre de la répartition du produit des amendes de police 2021, proposé par l'Etat

Finances : passage au référentiel M57 au 1^{er} janvier 2023

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et en particulier ses articles 53 à 57 ;

Vu le III de l'article 106 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, offre la possibilité, pour les collectivités volontaires, d'opter pour la nomenclature M57 ;

Vu l'avis du comptable public en date du 18 mai 2022 pour l'application anticipée du référentiel M57 avec le plan comptable abrégé pour la commune de Notre-Dame-des-Landes, au 1^{er} janvier 2023;

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été retenu.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. C'est notamment le cas en termes de gestion pluriannuelle des crédits avec, en fonctionnement, la création plus étendue des autorisations d'engagement mais également, à chaque étape de décision, le vote des autorisations en lecture directe au sein des documents budgétaires. Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal, à compter du 1er janvier 2023.

Arrivée de Fanny BURBAN à 19H46

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 14

CONTRE :

ABSTENTION :

- **ADOPTE** la nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2023
- **PRECISE** que la nomenclature s'exercera sur les budgets suivants :
 - Budget principal de la commune
- **AUTORISE** M. le Maire à signer tout document permettant l'application de la présente décision.

Jury d'assises : tirage au sort des personnes susceptibles de siéger en qualité de juré

En application de la loi n° 78.788 du 28 juillet 1978 modifiée et du Code de procédure pénale, et comme chaque année, il appartient aux communes de procéder au tirage au sort des personnes susceptibles de siéger en qualité de juré aux Assises de la Loire-Atlantique en 2023. La loi n'a pas précisé les modalités pratiques du tirage au sort, celles-ci peuvent donc varier suivant les initiatives ou possibilités locales.

Le tirage au sort porte toujours sur la liste générale des électeurs de la commune prévue par le Code Electoral (article L.17).

1^{er} tirage : numéro de la page

2^{ème} tirage : numéro de ligne et par conséquent le nom du juré.

Les opérations sont à effectuer autant de fois qu'il y a de jurés à désigner.

Le tirage au sort prévu à l'article 261 du Code de Procédure Pénale est fait par le Maire de la commune.

D'une façon générale, le tirage au sort doit avoir lieu publiquement.

Les personnes qui n'auront pas atteint l'âge de vingt-trois ans au cours de l'année civile qui suit, soit au cours de l'année 2023, ne doivent pas être retenues (les personnes nées après le 31 décembre 2000).

Nombre de jurés pour la commune de Notre-Dame-des-Landes : 2

Le nombre de noms à tirer doit être le triple de celui fixé par l'arrêté préfectoral pour la circonscription considérée.

RESULTATS DU TIRAGE AU SORT

NOM	PRENOM	ADRESSE	DATE DE NAISSANCE
GUILLARD LOQUET	Michelle	Les Buissonnets	15/09/1940
FORTUN	Jean-Michel	3 rue de l'abbé bidet	14/01/1965
JOUBERT	Claude	8 le Longduc	06/05/1945
ALLAIN	Jean-Philippe	43 rue de Nantes	02/11/1971
FROMENTIN	Marie-Odile	Versailles	11/08/1960
LEBRETON	Daniel	La Basse Haie	18/02/1955

Ressources humaines : création et suppression de postes

Arrivée de Pierre CHARRIER à 20H00

Création du poste d'agent d'accueil et de gestion de l'urbanisme :

Faisant suite à la nouvelle organisation du service administratif, et dans l'optique du recrutement de la personne en charge de l'urbanisme de l'accueil de la mairie :

DÉCISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, décide

POUR : 16

CONTRE : 0

ABSENTION : 0

A compter du 1^{er} juin 2022

- **LA CRÉATION** d'un poste d'agent d'accueil et de chargé d'urbanisme sur le grade d'adjoint administratif territorial sur un temps de travail de 35h00
- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des emplois,
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants

Augmentation du temps de travail d'un agent de restauration scolaire, pour mise en adéquation avec les missions réellement effectuées :

Après recalcul du temps de travail d'un agent des services restauration scolaire et entretien des bâtiments, il s'avère que le temps de travail initialement prévu de correspond plus aux missions effectuées. Il convient d'augmenter son temps de travail pour faire correspondre celui-ci avec les missions de l'agent.

DÉCISION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, décide

POUR : 16

CONTRE : 0

ABSENTION : 0

A compter du 1^{er} juin 2022

- **LA CREATION** d'un poste d'agent de restauration sur le grade d'adjoint technique territorial sur un temps de travail de 17H54

- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des emplois,
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants

Suppression de postes inutilisés, section « technique » :

Le tableau des effectifs a besoin d'être nettoyé pour donner suite aux nombreuses créations et suppressions de postes ces dernières années. Il vous est proposé de commencer par la section « technique » du tableau des effectifs.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 16
 CONTRE : 0
 ABSTENTION : 0

A compter du 1^{er} juin 2022

- **LA CREATION** de d'un poste d'agent des services techniques contractuel sur le grade d'adjoint technique territorial sur un temps de travail de 35h00
- **LA SUPPRESSION** d'un poste de responsable de la restauration scolaire sur le grade d'agent de maîtrise sur un temps de travail de 35h00
- **LA SUPPRESSION** d'un poste de responsable des services techniques sur le grade d'agent de maîtrise sur un temps de travail de 35h00
- **LA SUPPRESSION** d'un poste d'agent des services techniques sur le grade d'adjoint technique principal 1ere classe sur un temps de travail de 35h00
- **LA SUPPRESSION** de deux postes d'agent des services techniques sur le grade d'adjoint technique territorial sur un temps de travail de 35h00
- **LA SUPPRESSION** de deux postes d'agent de restauration sur le grade d'adjoint technique territorial sur un temps de travail de 06H06
- **LA SUPPRESSION** d'un poste d'agent de restauration sur le grade d'adjoint technique territorial sur un temps de travail de 28H50
- **LA SUPPRESSION** d'un poste d'agent de restauration sur le grade d'adjoint technique territorial sur un temps de travail de 11H10
- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des emplois,
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants

date et n° de délibération portant création ou modification de temps de travail	grade	durée ca t. centime	durée hebdo en H/Mns	missions pour information
Filiere administrative				
2020-002 du 21 janvier 2020	attaché principal	A 35,00	35H00	Directrice générale des services
	attaché	A 35,00	35H00	Directrice générale
20-sept-21	attaché	A 35,00	35H00	directeur général contractuel
21 fev 2022	attaché	A 35,00	35H00	directeur général adjoint
2022- 28 mars 2022	adjoint administratif principal 2eme classe	C 35,00	35H00	responsable des services administratif et gestion des ressources humaines / paie
	adjoint administratif territorial 1ere classe	C 35,00	35H00	gestionnaire RH
2019-087 du 21 oct 2019	adjoint administratif territorial 2eme classe	C 35,00	35H00	chargée d'urbanisme
2019-087 du 21 oct 2019	adjoint administratif territorial 2eme classe	C 35,00	35H00	gestionnaire comptable
21 fev 2022	adjoint administratif territorial	C 20,00	20H00	agent postal communal
	adjoint administratif territorial	C 35,00	35H00	agent d'accueil et chargé d'urbanisme
2022- 28 mars 2022	adjoint administratif principal 2eme classe	C 28,00	28h00	secrtaire des services techniques CCAS cimetiere
2019-094 du 18 nov 2019	adjoint administratif territorial	C 28,00	28H00	elections communication et état civil
				agent d'accueil
Filiere technique				
20-sept-21	agent de maitrise, agent de maitrise principal, technicien	C 35,00	35h00	responsable de la restauration scolaire
2018-064 du 9 juillet 2018	agent de maitrise	C 35,00	35h00	responsable de la restauration scolaire
2019-088 du 21 oct 2019	agent de maitrise	c 35,00	35H00	responsable des services techniques
06-juil-04	agent de maitrise	c 35,00	35H00	responsable des services techniques
2017-080 du 20 novembre 2017	adjoint technique principal 1ere classe	C 35,00	35h00	agent des services techniques
	adjoint technique principal 2ere classe	C 35,00	35h00	agent des services techniques
2017-053 du 4 juillet 2017	adjoint technique territorial	C 35,00	35h00	agent des services techniques
	adjoint technique territorial	C 35,00	35h00	agent des services techniques
	adjoint technique territorial	C 35,00	35h00	agent des services techniques
	adjoint technique territorial	C 35,00	35h00	agent des services techniques contractuel
	adjoint technique territorial	C 26,78	26h47	agent de restauration
2016-067 du 11 juillet 2016	adjoint technique territorial	C 28,84	28H50	agent de restauration
2018-045 du 23 avril 2018	adjoint technique territorial	C 11,16	11H10	agent de restauration
	adjoint technique territorial	C 9,23	9H14	agent de restauration
2016-104	adjoint technique territorial	C 6,09	6H06	
2016-067 du 11 juillet 2016	adjoint technique territorial	C 12,55	12H33	agent de restauration
modifié par la délibération 2016-014 du 26 février 2016	adjoint technique territorial	C 18,52	18H31	agent de restauration
	adjoint technique territorial	C 31,03	31H02	agent de restauration
	adjoint technique territorial	C 10,50	10H30	agent de restauration
2019-071 23 sept 2019	adjoint technique territorial	C 6,09	6h06	agent de restauration
2020-002 21/01/2020	adjoint technique territorial	C 13,72	13H43	agent de restauration
2020-002 21/01/2020	adjoint technique territorial	C 16,19	16,08	agent d'entretien
2021-013 22/02/2021	adjoint technique territorial	C 6,09	6H06	agent de restauration
	adjoint technique territorial	C 17,90	17H54	agent de restauration
2020-002 21/01/2020	adjoint technique territorial	C 17,52	17H31	agent de restauration
Filiere Ecole				
	ATSEM principale 2eme classe	C 27,24	27H14	
2013/05 21 janv 2013	ATSEM principale 2eme classe	C 28,00	28H00	ATSEM
	ATSEM principale 1ere classe classe	C 32,18	32H11	ATSEM
2016-083 du 24 octobre 2016	ATSEM principale 2eme classe	C 32,18	32H11	ATSEM
délib du 15 juin 2020	adjoint d'animation territorial	C 32,18	32H11	ATSEM
	ATSEM principale 2eme classe	C 32,18	32H11	
Filiere Animation				
2013-04 du 21 janvier 2013	animateur	B 35,00	35H00	directeur des services enfance, jeunesse et écoles
2013-063	animateur	C 35,00	35H00	responsable APS
2017-014 du 27 février 2017	adjoint d'animation territorial	C 35,00	35H00	Responsable MdJ
25-oct-21	animateur territorial	C 35,00	35H00	responsable ALSH
	adjoint d'animation territorial	C 35,00	35H00	animateur
2019-087 du 21 oct 2019	adjoint d'animation territorial	C 35,00	35H00	animateur
2019-087 du 21 oct 2019	adjoint d'animation territorial	C 35,00	35H00	animateur
2019-087 du 21 oct 2019	adjoint d'animation territorial	C 35,00	35H00	animateur
2019-087 du 21 oct 2019	adjoint d'animation territorial	C 35,00	35H00	animateur
2019-087 du 21 oct 2019	adjoint d'animation territorial	C 35,00	35H00	animateur
2019-087 du 21 oct 2019	adjoint d'animation territorial	C 35,00	35H00	animateur
Filiere Culturelle				
	assistant de conservation principal de 1ere classe	B 31,50	31H30	Bibliothecaire

Ressources humaines : instauration de l'indemnisation des comptes épargne temps non pris par les agents

Vu l'instauration du nouveau protocole de temps de travail,

M. le Maire rappelle :

Le conseil municipal, lors de la séance du 17 janvier 2022, a validé le protocole de temps de travail proposé.

Celui-ci faisait état du fonctionnement du compte épargne temps :

Ouverture du compte-épargne temps

L'ouverture d'un Compte-Épargne Temps (CET) est possible pour les agents, employés de manière continue et ayant accompli au moins une année de service, ayant la qualité :

- De fonctionnaires titulaires de la fonction publique territoriale à temps complet ou non complet
- De fonctionnaires de la fonction publique hospitalière ou d'État en détachement
- D'agents non titulaires de droit public.

Alimentation du compte-épargne temps

Le CET pourra être alimenté par :

- Le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (proratés pour les agents à temps partiel et à temps non complet)
- Les jours de fractionnement accordés au titre des jours de congés annuels non pris dans la période du 1er mai au 31 octobre
- Les jours de récupération au titre de la réduction du temps de travail (RTT)
- Les jours de repos compensateurs (récupération des heures supplémentaires ou complémentaires).

Le CET ne pourra donc pas être alimenté par les congés bonifiés, les jours non travaillés et les autorisations spéciales d'absence quel que soit le motif.

Le nombre total de jours épargnés sur le CET ne pourra pas excéder 60 jours (un jour = 7 heures). Le jour ouvré constitue l'unité de décompte du CET. Ainsi, les repos compensateurs devront être transformés en jours s'ils sont exprimés en heures, un jour correspondant au nombre d'heures moyen d'une journée de travail en référence à la durée journalière moyenne de travail correspondant au cycle retenu.

La demande d'alimentation du CET devra se faire au moyen d'un formulaire à transmettre au service des Ressources Humaines avant le 31 décembre de chaque année ou, pour les agents qui n'auraient pu, pour des raisons de service, liquider leurs jours de repos (congés, jours RTT, jours de récupération) avant la fin de l'année, au plus tard le 31 janvier de l'année suivante celle au cours de laquelle les droits à épargner ont été générés. Cette demande, qui ne pourra être réalisée qu'une fois par an, devra détailler la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte.

La durée de validité du CET est illimitée.

Utilisation du compte-épargne temps

Les agents seront autorisés à utiliser les droits épargnés sur leur CET sous forme de congés uniquement et sous réserve des nécessités de service.

L'agent pourra choisir de fractionner l'utilisation de son CET, l'unité minimale étant la demi-journée.

La règle selon laquelle l'absence du service au titre des congés annuels ne peut excéder 31 jours consécutifs n'est pas applicable aux jours consommés dans le cadre du CET.

La demande d'utilisation du CET devra se faire au moyen d'un formulaire adressé à l'autorité territoriale sous respect d'un délai minimum d'un mois avant la date de départ envisagée, sauf dérogation accordée par le chef de service.

L'utilisation du CET est accordée de plein droit dans les conditions suivantes :

- À l'issue d'un congé de maternité ou d'adoption
- À l'issue d'un congé de paternité
- À l'issue d'un congé de solidarité familiale.
- En amont du départ en retraite de l'agent

Situation de l'agent en congés au titre du compte-épargne temps

L'agent placé en congés au titre du CET sera réputé en position d'activité et conservera le bénéfice de sa rémunération en intégralité.

Les congés pris au titre du CET sont sans influence sur l'acquisition des droits à RTT.

Transfert du compte-épargne temps

En cas de mutation ou de détachement auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, le CET sera transféré de droit auprès du nouvel employeur.

Clôture du compte-épargne temps

Le CET devra être soldé et clôturé à la date de la radiation des cadres ou des effectifs pour le fonctionnaire ou à la date de la radiation des effectifs pour l'agent non titulaire.

Le CET devant être soldé avant le départ en retraite de l'agent, la date de départ en retraite sera fixée en conséquence.

Une indemnisation forfaitaire sera appliquée selon les modalités suivantes :

- Si, au 31 décembre, le nombre de jours inscrits sur le CET est inférieur ou égal à 20 jours, l'agent ne peut utiliser ses droits ainsi épargnés que sous forme de congés annuels
- Si ce nombre est supérieur à 15 jours (du 16ème au 60ème jour), l'agent ne peut utiliser les 20 premiers jours que sous la forme de congés annuels et doit exercer une option, au plus tard au 31 janvier de l'année suivante, pour les jours dépassant ce seuil et dans les proportions qu'il souhaite :
 - S'il est fonctionnaire : pour le maintien des jours sur le CET, pour leur indemnisation ou pour la prise en compte au titre de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)

- S'il est contractuel de droit public : pour le maintien des jours sur le CET ou pour leur indemnisation.

A titre d'information, au 1^{er} janvier 2022, le montant de l'indemnisation forfaitaire est fixé en fonction de la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent :

- Catégorie A : 135 euros / jour
- Catégorie B : 90 euros / jour
- Catégorie C : 75 euros / jour.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 16

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **AUTORISE** l'indemnisation ou la prise en compte au sein du système de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP) des droits épargnés
 - 1er cas : Au terme de l'année civile, le nombre de jours inscrits sur le compte épargne temps ne dépasse pas 15 : l'agent ne peut alors utiliser les droits épargnés qu'en prenant des jours de congé.
 - 2ème cas : Au terme d'une année civile, le nombre de jours accumulés sur le compte épargne temps est supérieur à 15. Les 15 premiers jours ne peuvent toujours être utilisés que sous la forme de jours de congé.
- **DIT QUE** Pour les jours au-delà du quinzième, une option doit être exercée, au plus tard le 31 janvier de l'année suivante :
 - le fonctionnaire opte, dans les proportions qu'il souhaite : pour la prise en compte des jours au sein du régime de retraite additionnelle RAFP, pour leur indemnisation ou pour leur maintien sur le compte épargne temps.
 - l'agent contractuel de droit public opte, dans les proportions qu'il souhaite : soit pour l'indemnisation des jours, soit pour leur maintien sur le compte épargne temps.
- **DIT QUE** les montants de l'indemnisation applicables sont ceux prévus par la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation du CET.
- **DIT QUE**, sous réserve de dispositions spécifiques, en cas de cessation définitive des fonctions, le compte épargne temps doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel de droit public.

Enfance-jeunesse : approbation du rapport annuel de People and baby

Vu la présentation faite par Mme Marine GUILLOUX, adjointe au Maire à l'enfance jeunesse, aux affaires sociales et scolaires :

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés

POUR : 16
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

- **PREND ACTE** du rapport annuel 2021 de People and Baby

Relevé de décisions

M. le Maire informe l'assemblée que la Commune de Notre-Dame-des-Landes a renoncé à l'exercice de son droit de préemption pour les parcelles cadastrées :

- Section I n° 1064 sise Le Bourg, pour une superficie totale de 405m² appartenant à la société Viabilis
- Section F n° 1913 sise 18 l'Epine et 1914 sise 26 l'Epine, pour une superficie totale de 246m² appartenant à M. MARAIS et Mme CHARTIER
- Section I n° 60p sise 29 rue de Nantes et 61p sise le Bourg, pour une superficie totale de 1140m² appartenant à M. LEBRETON Maxime
- Section D n° 1271 sise 1 impasse des verdiers, pour une superficie totale de 434m² appartenant à Mme BOUBERKA Soraya

M. le Maire informe l'assemblée que la Commune de Notre-Dame-des-Landes a exercé son droit de préemption pour les parcelles cadastrées :

- Section I n°488 sise 2 place de l'église, pour une superficie totale de 65m² appartenant à la SCI 4 place de l'église. M. le Maire a exercé le droit de préemption avec baisse de mise à prix.

INFORMATION DIVERSES

Permanence des élus

Rappel sur le fonctionnement de la permanence des élus. Les permanences des élus vont du lundi au lundi suivant. En conséquence, l' élu de permanence doit avoir le téléphone d'astreinte avec lui sur cette période.

Il est proposé aux adjoints de suivre une habilitation électrique afin de pouvoir pallier les problèmes techniques qui peuvent se poser durant les week-ends.

Le planning du 2eme semestre 2022 sera réalisé le 24 mai 2022.

Tables à la salle des Genêts

De nouvelles tables ont été livrées à la salle des genêts. Celles-ci ont été marquées par les lettres « NDDL »

Elections législatives

Le point a été fait concernant les permanences des élections législatives. Il est proposé de faire un tableau par jour d'élection et non un tableau commun aux deux dimanches.

Le conseil municipal ne souhaite pas organiser de temps d'information pour ces élections, vu la proximité avec le dernier temps de formation, en avril 2022

Changement de programmation de l'éclairage public

Le SYDELA interviendra semaine 23, soit entre le 6 et le 10 juin 2022

Accessibilité des bâtiments et agence postale communale

Les travaux sont terminés et nous procédons actuellement au montage des dossiers pour obtenir le versement des subventions.

Logements sociaux SOLIHA 44

La fin de chantier était prévue pour fin juillet 2022, ainsi que la réhabilitation des locaux abritant l'épicerie. Nous sommes en attente du nouveau planning de l'architecte suite au retard pris par certains artisans. Nous travaillons actuellement sur l'attribution des logements avec SOLIHA 44.

Aménagement « Ilot Place de la Paix

Le foncier a été acquis par l'Etablissement Public Foncier de Loire-Atlantique. Le prochain comité de pilotage se réunira en présentiel le mercredi 8 juin pour une présentation du projet par l'architecte et en vue d'échanger sur les différents scénarii possibles. Une restitution finale aura lieu en visioconférence le mardi 19 juillet prochain à 14h00.

Panneaux lumineux

Les emplacements des 2 panneaux lumineux ont été arrêtés et la commande a été passée. Nous avons demandé une subvention au titre des amendes de police 2021.

Extension Groupe scolaire Marcel Pagnol

Par suite de l'absence de vestiges archéologiques, le projet a été relancé. Un rendez-vous avec l'architecte a eu lieu le 11 mai dernier. Dans l'attente du rapport définitif de la DREAL, nous travaillons sur un nouveau dépôt de permis de construire et sur une prochaine consultation des entreprises.

Bâtiment 3 rue de Nantes

Le bail de la SARL EKITE a été résilié par le mandataire judiciaire. Nous travaillons actuellement sur un nouveau projet de tiers-lieu autour de la bibliothèque. Une visite a été réalisée au tiers-lieu de Saint Maugan (35) et une prochaine visite doit être programmée au tiers lieu de Bouvron. Dans l'hypothèse où un tiers lieu autour de la bibliothèque serait retenu, une visite avec la BDLA a eu lieu vendredi dernier 20 mai. Nous restons dans l'attente d'une visite à Bouvron.

Future mairie

La réunion de lancement des études de préprogrammation par le CAUE 44 a eu lieu le vendredi 13 mai courant et une prochaine réunion aura lieu le vendredi 7 juillet prochain au cours de laquelle nous serons amenés à évoquer nos besoins.

Une réunion du groupe de travail est prévue à cet effet le mercredi 8 juin à 18H00.

Construction rue de la Poste

Une réunion a eu lieu le mercredi 18 mai courant pour une présentation de l'APS (Avant-projet sommaire). Des demandes d'aménagement complémentaires ont été demandées à l'architecte, ainsi qu'un plan de financement prévisionnel pour préparer des demandes de subvention.

Fête de la musique 2022

Ghyslaine MORTIER-DORIAN informe le conseil municipal que la fête de la musique 2022 sera organisée cette année par l'association « Etincelle landaise ».

Elle se tiendra au Boulodrome le samedi 18 juin 2022.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le maire lève la séance à 21H40

La prochaine séance du conseil municipal est fixée le lundi 20 juin 2022

Bernard AUBRAYE	Romain BUGEL	Fanny BURBAN	Pierre CHARRIER
Patricia CORNET	Jean-François COYARD	Marine GUILLOUX	Dominique PERRAUD
Isabelle PROVOST	Guillaume LE PERON	Patrick MAILLARD	Nathalie MARAIS-CHARTIER
Ghyslaine MORTIER-DORIAN	Jean-Paul NAUD	Laurent PAPIN	Maurice PERRAIS
Pauline POTEL	Marie-Annie RUIZ		